

HOOFDSTUK X. — *Slotbepaling*

Art. 39. De bepalingen van de regeringsbesluiten, bekrachtigd bij dit besluit, kunnen door de Regering opgeheven, aangevuld, gewijzigd worden voor zover daar een rechtsgrond voor bestaat.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 december 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waals Parlement 292 (2020-2021) Nrs. 1, 1*sexies* tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 2 december 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44210]

3 DECEMBRE 2020. — Décret portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions transversales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 3. Les articles 2, 4, 5 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 prorogeant les délais prévus par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 sont confirmés, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 25 du 27 avril 2020 relatif aux réunions des organismes publics wallons est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 50 du 16 juin 2020 relatif aux subventions générales pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Santé, action sociale et prestations familiales*

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 34 du 4 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'action sociale est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 35 du 5 mai 2020 organisant le tracing socio-sanitaire dans le cadre de la lutte contre l'épidémie COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, sous réserve des modifications suivantes :

1° dans le préambule, les mots « l'arrêté royal n° 18 du 4 mai 2020 portant création d'une base de données auprès de Sciensano dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 » sont remplacés par les mots « l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano » ;

2° l'article 2, 2°, est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'accord de coopération du 25 août 2020 : l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano » ;

3° à l'article 3, alinéa 3, les mots « visées à l'article 2, § 4 de l'arrêté royal n°18 » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions de l'accord de coopération du 25 août 2020 » ;

4° à l'article 7, les mots « au plus tard cinq jours après la publication de l'arrêté du Gouvernement constatant la fin de l'état d'épidémie du coronavirus COVID-19 » sont remplacés par les mots « conformément aux dispositions de l'accord de coopération du 25 août 2020 ».

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 38 du 7 mai 2020 permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus 18 ans est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE III. — *Formation*

Art. 12. Les articles 7, 10, 17, 16, 18, 28 à 31 et 37 à 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale sont confirmés, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 16 du 16 avril 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, sous réserve de la modification suivante :

Dans l'article 35ter, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale sub article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 16 du 16 avril 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, les mots « le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 » et les mots « du même arrêté » sont remplacés par les mots « de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ».

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 23 du 22 avril 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 15. Les articles 9 à 11 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 39 du 7 mai 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale sont confirmés, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 52 du 16 juin 2020 relatif aux mesures de déconfinement COVID-19 en matière de formation professionnelle, pris en vertu de l'article 138 de la Constitution est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE IV. — Centres publics d'action sociale

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 7 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 9 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 19. Les articles 3, 5, 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 17 du 17 avril 2020 modifiant les arrêtés de pouvoirs spéciaux n° 5 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal, n° 6 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales, n° 7 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII, n° 8 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial et n° 9 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent sont confirmés, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 31 du 30 avril 2020 relatif à la tenue des réunions des organes des centres publics d'action sociale est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 21. Les articles 2, 4, 6, §§ 1^{er} et 4, 7, 8 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 32 du 30 avril 2020 relatif à la tenue des réunions des organes des intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, A.S.B.L. communale ou provinciale, régies communale ou provinciale autonome, association de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association sont confirmés, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

CHAPITRE V. — Disposition finale

Art. 22. Les dispositions des arrêtés du Gouvernement confirmés par le présent décret peuvent être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement dans la mesure où un fondement juridique existe à cet effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 293 (2020-2021) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44210]

3 DECEMBER 2020. — Decreet houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Overkoepelende bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 van 18 maart 2020 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bekrachtigd.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet worden de artikelen 2, 4, 5 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 20 van 18 april 2020 tot verlenging van de termijnen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 van 18 maart 2020 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bekrachtigd.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 25 van 27 april 2020 betreffende de vergaderingen van de openbare Waalse instellingen bekrachtigd.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 50 van 16 juni 2020 betreffende de algemene toelage voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet bekrachtigd.

HOOFDSTUK II. — *Gezondheid, Sociale Actie en Gezinsbijslagen*

Art. 6. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector bekrachtigd.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 34 van 4 mei 2020 betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie bekrachtigd.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 35 van 5 mei 2020 houdende organisatie van de 'contact tracing' in het kader van de bestrijding van de COVID-19-epidemie bekrachtigd, onder voorbehoud van volgende wijzigingen:

1° in de aanhef worden de woorden "het koninklijk besluit nr. 18 van 4 mei 2020 tot oprichting van een databank bij Sciensano in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19" vervangen door de woorden "het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano";

2° artikel 2, 2°, wordt vervangen als volgt:

"2° het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020": "het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano";

3° in artikel 3, lid 3, worden de woorden "als bedoeld in artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit nr. 18" vervangen door de woorden "overeenkomstig de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020";

4° in artikel 7 worden de woorden "uiterlijk vijf dagen na de bekendmaking van het regeringsbesluit waarbij het einde van de toestand van de epidemie van het coronavirus COVID-19 wordt vastgesteld" vervangen door de woorden "overeenkomstig de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020".

Art. 9. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 van 7 mei 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector bekrachtigd.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 38 van 7 mei 2020 waarbij afgeweken kan worden van de regels en voorwaarden voor de toekenning van de gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar bekrachtigd.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie bekrachtigd.

HOOFDSTUK III. — *Vormingen*

Art. 12. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet worden de artikelen 7, 10, 17, 16, 18, 28 tot 31 en 37 tot 40 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 16 van 16 april 2020 tot wijziging van het besluit van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

In artikel 35ter, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen sub artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 16 van 16 april 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen worden de woorden « het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 is niet van toepassing op de termijnen bedoeld in artikel 10 van hetzelfde besluit ». vervangen door de woorden « artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en worden de woorden « van hetzelfde besluit » vervangen door de woorden « van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming ».

Art. 14. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 23 van 22 april 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

Art. 15. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet worden de artikelen 7 tot 11 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 52 van 16 juni 2020 betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake de beroepsopleiding, genomen krachtens artikel 138 van de Grondwet bekrachtigd.

HOOFDSTUK IV. — *Openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

Art. 17. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 7 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII bekrachtigd.

Art. 18. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 9 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bekrachtigd.

Art. 19. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet worden de artikelen 3, 5, 6 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering nr. 5 van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, nr. 6 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales, nr. 7 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII, nr. 8 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het provinciecollege van de bevoegdheden toegekend aan de provincieraad bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en nr. 9 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bekrachtigd.

Art. 20. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 31 van 30 april 2020 tot organisatie van de vergaderingen van de organen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bekrachtigd.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet worden de artikelen 2, 4, 6, §§ 1 en 4, 7, 8 et 9 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 32 van 30 april 2020 betreffende de vergaderingen van de organen van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheids participatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling die de vorm heeft aangenomen van een vennootschap of een vereniging, bekrachtigd.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 22. De bepalingen van de regeringsbesluiten, bekrachtigd bij dit decreet, kunnen door de Regering opgeheven, aangevuld, gewijzigd worden voor zover daar een rechtsgrond voor bestaat.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 december 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2020-2021.
Stukken van het Waals Parlement 293 (2020-2021) Nrs. 1 tot 4.
Volledig verslag, openbare vergadering van 2 december 2020.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44196]

3 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon reportant la nouvelle formule de calcul des certificats verts

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, article 37, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 octobre 2020 ;

Vu l'avis d'Edora, donné le 4 novembre 2020 ;

Vu l'avis 68.165/4 du Conseil d'État, donné le 13 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'article 3, 16^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, a inséré à l'article 15, § 1^{er}bis/2, de l'arrêté modifié, une nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés basée sur une méthodologie tenant compte du coût de production moyen actualisé ;

Considérant qu'en application de cette nouvelle formule, le nombre de certificats verts octroyés est fonction de la production d'électricité verte et du taux d'octroi de l'installation ;

Considérant que l'article 15, § 1^{er}bis/2, du même arrêté, dispose que pour le calcul du taux d'octroi, le Ministre propose une méthodologie au Gouvernement qui l'arrête ;

Considérant que cette nouvelle méthodologie n'est pas prête et que son entrée en application, prévue au 1^{er} janvier 2021, est si rapprochée qu'il est impossible de la développer à temps, de consulter les parties prenantes, de notifier la Commission, de poursuivre un processus réglementaire serein et donc de garantir la sécurité juridique ;

Considérant que malgré l'absence de méthodologie, en application de l'article 15, §§ 1^{er}bis/1 et 1^{er}bis/2, la nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés doit se substituer à la formule actuelle le 1^{er} janvier 2021 ;

Considérant que pour des raisons de sécurité juridique, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle méthodologie arrêtée par le Gouvernement, aucun certificat vert ne pourra être octroyé à de nouveaux projets de production d'énergie verte à partir du 1^{er} janvier 2021 ;

Considérant que pour atteindre les objectifs de production d'énergie renouvelable adoptés par la Région, un mécanisme de soutien à la production d'énergie verte est indispensable ;

Considérant que la nouvelle méthodologie de calcul du taux d'octroi représente une modification d'une aide existante au sens de l'article premier, c), du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Considérant qu'en application de l'article 2 du même règlement, tout projet de modification d'une aide existante est notifié en temps utile à la Commission européenne ;

Considérant que la durée des procédures de pré-notification et de notification n'est pas connue et qu'il n'est donc pas possible de déterminer une date d'entrée en application certaine pour la nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 15, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}bis/1, alinéa 1, les mots « le 31 décembre 2020 inclus » sont remplacés par les mots « le 31 décembre 2021 inclus » ;

2^o dans le § 1^{er}bis/2, alinéa 1, les mots « à partir du 1^{er} janvier 2021 » sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} janvier 2022 ».